



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

22 juillet 2005

Volume 4, Numéro 8

LIGNE DE FOND 1

Mini-Ministérielle de Dalian : Les ministres renouvellent leur engagement au Cycle de Doha, mais le scepticisme monte 1

Mini-Ministérielle de Dalian : Signes de progrès sur l'agriculture 4

A la veille du Conseil Général de Juillet: Statu quo dans les négociations, prédominance des réunions informelles et grogne des pays en développement quant à la transparence 6

NOUVELLES DE L'OMC 7

Coton à l'OMC : Les pays africains toujours déçus de l'évolution ; le Brésil demande des mesures de rétorsions 7

Le Comité SPS examine les normes du secteur privé ; les dissensions persistent concernant le traitement spécial et différencié 10

Légers progrès dans les négociations sur les règles à l'OMC 12

SUR LE FIL 14

Quatrième forum de l'AGOA : les Etats-Unis annoncent la mise en place d'un fond pour la diversification et réitèrent leur promesse sur la suppression des subventions agricoles 14

Sommet du G 8 en Ecosse : les dirigeants du monde prennent de nouveaux engagements pour l'Afrique et parviennent à un accord minimal sur le changement climatique 15

EVÉNEMENTS 17

PUBLICATIONS 18

LIGNE DE FOND

Mini-Ministérielle de Dalian : Les ministres renouvellent leur engagement au Cycle de Doha, mais le scepticisme monte

Les ministres du commerce de 30 pays Membres influents de l'OMC ont promis d'accélérer le rythme des négociations commerciales du cycle de Doha qui s'essouffle, lors d'un sommet informel tenu les 12 et 13 juillet dernier à Dalian, en Chine.

Le seul résultat concret de la réunion - un accord sur les voies et moyens de tirer de l'impasse les négociations sur la réduction tarifaire pour les produits agricoles - a ravivé l'espoir que les Membres auraient une chance d'atteindre partiellement la date cible de fin juillet, ce qui avait semblé tout à fait irréalisable, même la veille de la réunion 'mini-ministérielle' (voir article qui y a trait, dans ce numéro). Toutefois, toute attente a été rapidement tempérée par les représentants des gouvernements qui ont averti que les Membres auraient à déployer de gros efforts pour arriver à un accord à temps pour la Conférence ministérielle de décembre, à HongKong.

De plus, les ministres n'ont pas été en mesure de réaliser des progrès substantiels sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et le commerce des services, incitant le directeur général sortant de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, à faire part de sa " préoccupation sérieuse " concernant l'état des négociations, à la fin de la réunion de deux jours. Il avait exprimé, le 8 juillet, le même pessimisme lors d'une réunion informelle des chefs de délégations des Membres de l'OMC, se faisant l'écho des évaluations préliminaires

provisaires des discussions, rendues publiques au cours des dernières semaines par les présidents de certains groupes de négociation clés.

Les ministres réaffirment leur attachement à l'achèvement de cycle de Doha en 2006

Les responsables gouvernementaux de haut rang exhortent régulièrement à la conclusion du Cycle de Doha d'ici 2006 - ce qui nécessiterait que les membres conviennent d'un pacte de grande portée à Hongkong. Toutefois, comme Supachai l'a rappelé, le 8 juillet, aux délégués du commerce basés à Genève, ces expressions d'appui politique ne se traduisaient jamais en progrès concrets dans les négociations à Genève.

Selon un résumé de la réunion préparé par ses co-présidents, le ministre du commerce chinois, Bo Xilai et le Secrétaire au commerce et à l'industrie de Hongkong, John C. Tang, les ministres se sont néanmoins une fois de plus engagés à mener à bien le cycle en cours de discussions sur la libéralisation des échanges en 2006.

La majeure partie de la réunion a été consacrée à des discussions sur l'agriculture, que les participants ont qualifiée de " moteur du Cycle de Doha ". Selon des sources, l'UE et les États-Unis ont convenu de recourir à la proposition de compromis sur la réduction tarifaire pour les produits agricoles, émanant du G-20, et qualifiée dans le résumé des co-présidents de " point de départ pour les travaux sur la structure de la formule d'accès aux marchés ". Satisfaits de voir un engagement politique partagé à accélérer les discussions, en dépit des réserves émises par certains participants concernant le document du G-20, les ministres ont promis de " donner des instructions ... spécifiques aux négociateurs à Genève pour l'identification d'une option la plus favorisée " avant fin juillet.

Les difficultés concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les services persistent à Dalian

Les Membres de l'OMC avaient convenu, en février - stimulés par une décision prise lors d'une réunion mini ministérielle antérieure - de s'efforcer

de convenir des " premières approximations " assez détaillées d'un accord possible à Hong Kong, d'ici le début des congés d'août à l'OMC. Ces accords provisoires devaient être convenus, à cette période-là, dans des rapports présentés aux Membres de l'OMC par les présidents des différents groupes de négociation.

Toutefois, à l'approche de la date de fin juillet, il est devenu évident que les Membres étaient loin de ce qu'ils avaient envisagé en début d'année, à savoir les grandes lignes d'un accord dans chacun des domaines de négociation, qui leur donneraient une marge de manœuvre suffisante pour faire progresser les discussions jusqu'en décembre.

Un document informel du 8 juillet, du président du Comité de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, Stefan Johannesson de l'Islande, portant sur la situation des discussions, n'était guère plus qu'un résumé de différentes propositions qui avaient été faites sur des aspects centraux des négociations. " Nous sommes arrivés à une impasse, dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, sur l'élément le plus fondamental, la formule [de réduction tarifaire] " écrivait-il. " Si cette situation persiste au-delà de juillet, il sera beaucoup plus difficile d'entamer la négociation essentielle sur les nombres effectifs à intégrer dans la formule. " Selon Johannesson, il fallait également une orientation collective des Membres sur le point de savoir comment traiter les tarifs non consolidés et assurer des flexibilités aux pays en développement.

Les responsables des gouvernements à Dalian, ont déclaré qu'il y avait eu peu d'avancées sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, au cours de la réunion. Selon le résumé des co-présidents, les ministres avaient certes convenu de la nécessité d'une convergence sur la formule, mais les points de vue exprimés étaient divergents sur sa forme précise. Selon des sources, une proposition de compromis pakistanaise qui s'inspirait des deux positions divergentes sur la formule de réduction tarifaire, a été jugée inacceptable par certains pays développés, bien qu'elle ait été favorablement accueillie par nombre des délégations présentes.

Les services, également, ont enregistré peu de progrès à Dalian. Les ministres ont convenu, comme par le passé, que le nombre et la portée des offres d'ouverture de marchés actuellement sur la table laissaient beaucoup à désirer. Ils ont également déclaré qu'il serait nécessaire de fixer une autre date limite pour les offres révisées, en 2006. Bo et Tsang ont noté qu'il semblait " très difficile pour les Membres de convenir d'indicateurs, ou benchmarks " pour des niveaux d'ambition dans les négociations. Ce sont les mêmes plaintes qui ont été formulées dans une évaluation récente des négociations sur les services par le président du Comité des services, l'ambassadeur Alejandro Jara du Chili (TN/S/20), qui déclarait que " la qualité globale des offres initiales et révisées est peu satisfaisante " en termes à la fois de profondeur et de secteurs ouverts à la concurrence étrangère.

Les ministres expriment leur espoir et leur impatience

" Nous ...n'avons pas réalisé tout ce que nous aurions souhaité, mais nous voyons une ouverture pour arriver à un compromis et trouver des solutions à des problèmes très difficiles " déclarait à la presse, le 13 juillet dernier, le ministre du commerce international canadien, Jim Peterson. Plusieurs ministres ont exprimé des points de vue similaires, appelant à des travaux acharnés au cours des semaines à venir, sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles et la réforme des subventions.

Le ministre du commerce chinois, Bo Xilai a déclaré aux journalistes que la réunion avait réduit les divergences entre Membres sur le soutien interne et la réduction tarifaires, deux questions sur lesquelles il avait demandé à l'UE d'être " plus flexible ". Selon Bo Xilai, bien que le sommet ait établi une " feuille de route élémentaire " pour la voie à suivre en prévision de Hongkong, de nombreuses difficultés potentielles restaient à affronter.

Pour le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, il était peu probable que la date limite de juillet soit respectée, mais " des positions dures

s'étaient assouplies " et des attentes plus faibles pour fin juillet ne devaient pas réduire l'ambition pour Hong Kong. " Il a également appelé les responsables du commerce basés dans les capitales à jouer un rôle plus important dans le processus de Genève.

Le ministre du commerce australien, Mark Vaile, était manifestement moins enthousiaste, en déclarant que les discussions n'avanceraient pas tant que l'UE et les États-Unis " ne feraient pas preuve d'un certain leadership " sur les tarifs pour l'agriculture et sur les subventions internes. Le ministre du commerce zambien, Dipak Patel, a réitéré cet appel, en déclarant que les pays en développement payaient le prix de l'incapacité des deux géants économiques à procéder à des réformes rapides.

L'organisation Non Gouvernementale internationale, Oxfam, a critiqué les États-Unis et l'UE pour leur incapacité à approuver pleinement la proposition du G-20 sur l'agriculture. Selon un communiqué de presse émanant du groupe, tout traité sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles devrait assurer aux pays en développement la capacité de promouvoir le développement industriel et de protéger les industries naissantes contre la concurrence étrangère.

Supachai, qui quitte l'OMC fin août, a semblé aussi pessimiste lors de la clôture de la réunion ministérielle qu'il l'avait été la semaine précédente, à Genève, lorsqu'il déclarait que les négociations étaient " en difficulté ". Rappelant aux négociateurs qu'il resterait peu de temps pour discuter des détails des modalités après septembre - un peu plus de 13 semaines entre la fin des congés d'été à l'OMC et le démarrage de la Conférence ministérielle de Hongkong - il a appelé ces derniers à travailler avec plus d'acharnement pour arriver à un consensus sur l'agriculture et la libéralisation des services. Il a averti que la réunion de Hong Kong se solderait par un échec si de trop nombreuses questions étaient laissées irrésolues jusque-là. " Nous devons prendre des décisions

maintenant.. Il est temps, à présent, de montrer notre volonté politique. "

Mini-Ministérielle de Dalian : Signes de progrès sur l'agriculture

Près de 30 ministres du commerce d'États-Membres influents de l'OMC, ont convenu, lors d'une réunion tenue les 12 et 13 juillet derniers, à Dalian, en Chine, que les négociations sur l'agriculture à l'OMC seraient menées sur la base d'une nouvelle proposition cadre émanant du G-20, comprenant notamment le Brésil, la Chine et l'Inde. La proposition portait sur l'accès aux marchés, la partie la plus litigieuse des négociations agricoles qui s'essoufflent. Dans l'ensemble, il y a beaucoup à faire à la fois pour que les négociateurs arrivent à un accord sur " les premières approximations " d'un accord sur l'agriculture, fin juillet, et pour transformer cet accord initial en modalités effectives sur l'agriculture d'ici la Conférence ministérielle de l'OMC ; à Hong Kong, en décembre.

Lors de la dernière " semaine de l'agriculture ", à Genève, les négociations se sont trouvées pratiquement bloquées et le président, Tim Groser de la Nouvelle-Zélande, avait appelé à une orientation politique pour surmonter les divergences clés. La 'mini-réunion ministérielle' de Dalian a également reçu un message fort du Sommet du G-8, à Gleneagles, au cours duquel les chefs d'État ont convenu de réduire de manière substantielle le soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges, d'améliorer l'accès aux marchés, et aussi de fixer une date butoir crédible pour l'élimination du soutien des exportations.

Dans leur résumé final de la réunion de Dalian, les co-présidents, le ministre du commerce chinois, Bo Xilai et le secrétaire au commerce et à l'industrie de Hongkong, John C. Tang, ont noté une convergence sur l'idée de réaliser des progrès réguliers en ce qui concerne les structures fondamentales des 'piliers' soutien interne et accès aux marchés. Des discussions sur le commerce des

produits agricoles, l'équilibre entre l'ensemble des résultats et le niveau général d'ambition devant être convenu ultérieurement. Les Membres ont, de plus, largement convenu qu'une structure minimale pour un accord final sur la concurrence à l'exportation existait déjà.

Concernant l'accès aux marchés, le résumé des co-présidents indiquait que les ministres s'engageaient à demander à leurs négociateurs de s'efforcer d'arriver à une forme de consensus sur la structure de la formule de réduction tarifaire et de définir des voies et moyens de traiter des questions sensibles d'ici fin juillet. Ces travaux reposeraient sur une nouvelle proposition du G-20, bien que les co-présidents aient reconnu que certains Membres émettaient certaines réserves sur quelques parties de la proposition.

Le G-20 apporte de nouvelles idées pour une formule d'accès aux marchés

L'accès aux marchés s'est révélé l'aspect le plus difficile des négociations sur l'agriculture, en raison de larges divergences entre d'une part, les pays qui appliquent des tarifs élevés tels que l'UE et les pays importateurs nets de produits alimentaires du G-10, et de l'autre, les pays qui s'intéressent fortement à l'exportation, tels que les États-Unis et les membres du Groupe de Cairns. La dernière " semaine de l'agriculture ", à Genève, n'a enregistré aucun progrès et les Membres recherchaient de nouvelles approches.

Durant la première journée de la réunion de Dalian, le G-20 a présenté une proposition sur l'accès aux marchés, que toutes les parties se sont dites disposées à utiliser comme base de discussion. L'idée fondamentale de la formule est que les lignes tarifaires des pays développés et des pays en développement seraient réparties en différents ensembles de fourchettes tarifaires, en fonction du niveau des droits actuellement appliqués, chaque fourchette étant soumise à des abaissements en pourcentage différents. Pour les pays développés, cinq fourchettes différentes seraient disponibles, la première comprenant les tarifs à hauteur de 20% et le cinquième, les tarifs supérieurs à 80%. Les tarifs à l'intérieur de chaque fourchette seraient soumis à

des abaissements linéaires à des pourcentages progressivement plus élevés pour chaque fourchette. Les États-Unis et les exportateurs de produits agricoles préfèrent généralement recourir à une " formule suisse " ayant des effets d'harmonisation pour les abaissements, qui réduirait les tarifs plus élevés de manière plus profonde, même dans chaque fourchette tarifaire, mais ont à présent accepté de travailler à partir de la proposition du G-20, comme base de discussions supplémentaires. Les pourcentages effectifs de la formule tarifaire doivent faire l'objet d'une négociation plus poussée, dans la proposition.

D'autre part, les tarifs des pays en développement seraient répartis en quatre fourchettes différentes: entre zéro et 30% ; entre 30 et 80% ; entre 80 et 130% ; et au-dessus de 130%. La proposition cherche à rendre opérationnel le principe de progressivité et vise également à prendre en compte la gamme variée de tarifs dans l'ensemble des pays en développement. Les abaissements en pourcentage pour chacune des fourchettes seraient plus faibles - moins de deux tiers de ceux que les pays développés appliqueraient dans des fourchettes comparables.

En plus de l'exposé fondamental de la formule, le G-20 a proposé le plafonnement des tarifs à 100% pour les pays développés et à 150% pour les pays en développement. Cette approche prendrait en compte la question des crêtes tarifaires.

Le G-20 a également avancé quelques idées initiales pour des règles sur le traitement des 'produits sensibles', qui seront soumis à des réductions tarifaires relativement moins ambitieuses. En premier lieu, de tels produits seraient très limités en nombre et en second lieu, les abaissements tarifaires faibles seraient compensés par des contingents tarifaires élargis (à savoir que de plus grandes quantités du produit seraient importées à un taux tarifaire faible).

D'autres points spécifiques portaient sur les suggestions suivantes : établissement d'une date butoir pour la sauvegarde agricole spéciale en vigueur, qui a été utilisée essentiellement par les

pays développés pour se protéger contre les brusques poussées d'importation ; identification des produits soumis à la progressivité des droits et d'une formule additionnelle pour traiter de cette question ; et consolidation de tous les 'tarifs spécifiques' (basés sur le volume) dans leurs équivalents ad valorem (basés sur le prix). La proposition reconnaissait également que des travaux devaient être menés pour examiner les questions liées à la libéralisation des échanges pour les produits tropicaux, à l'érosion des préférences, ainsi qu'aux situations des pays les moins avancés et des Membres ayant récemment accédé à l'OMC.

Réactions

S'exprimant lors de la réunion de Dalian, un certain nombre de participants clés ont fait part de leur appui au processus et de leur volonté d'arriver, d'ici fin juillet, à des " premières approximations " - bien que moins ambitieuses qu'initialement espéré - pour ouvrir la voie à un accord sur les modalités, lors de la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre de cette année. Ils ont toutefois mis l'accent sur le fait que la tâche qui les attendait était lourde.

Le ministre européen au commerce, Peter Mandelson, a observé que les positions s'étaient assouplies au cours de la réunion, et a-t-il affirmé, bien que " nous ayons accepté de revoir nos attentes à la baisse pour juillet ", ceci ne signifie pas que " nous limitons notre ambition pour Hong Kong... Les fondements clés se mettent en place. Tant que les travaux du reste du mois de juillet sont menés avec sérieux, en faisant preuve de bonne volonté et de flexibilité, et tant que les travaux s'intensifient durant l'automne, nous pouvons arriver à Hong Kong en bon état de préparation. "

Le ministre australien du commerce, Mark Vaile, a appelé à un leadership des États-Unis et de l'UE et a incité le Japon et la Suisse à faire preuve de plus de flexibilité en ce qui concerne la formule de réduction tarifaire. Le ministre du commerce zambien, Dipak Patel, a également appelé à un leadership plus fort de la part des États-Unis et de l'UE.

L'organisation Non Gouvernementale, Oxfam, a mis l'accent sur le fait que le rythme " glacial " des discussions lésait les pays les plus pauvres, qui ne profiteraient pas des avantages d'un accord. Comme le déclarait Celine Charveriat, responsable de la campagne Pour un commerce équitable : " Il ne reste que 6 mois avant la ministérielle de Hong Kong. A ce rythme, les Membres n'auront même pas convenu de la disposition des places, et encore moins d'un cadre en vue d'une réforme significative de l'agriculture qui aide à alléger la pauvreté. "

**A la veille du Conseil Général de Juillet:
Statu quo dans les négociations,
prédominance des réunions informelles
et grogne des pays en développement
quant à la transparence**

Quelques jours après la mini-ministérielle de Dalian en Chine, les diplomates chargés des questions commerciales, basés à Genève, se sont réunis en vue de traduire en actes concrets les volontés politiques, de faire avancer les négociations, émises par les 30 Ministres du Commerce à Dalian.

Une avancée "majeure" à Dalian fut l'accord des parties, surtout des Etats Unis et de l'Union européenne, à se servir de la proposition du G-20 à la fois comme base et cadre de travail pour les réductions tarifaires agricoles (Voir article sur l'agriculture dans ce numéro).

Ainsi, des sources rapportent que le Président Tim Groser, a initié une semaine informelle, appelée consultations de la " Salle F ", le 18 juillet avec des sélections de délégations représentant les différents intérêts dans les négociations. Il s'agit du groupe des Cinq parties intéressées (Australie, Brésil, Union européenne, Inde et Etats Unis), la Suisse, le Japon, la Chine et l'Indonésie. L'objectif était de dégager les différents aspects du cadre établi par le G-20. En ce sens, les Membres devraient convenir d'un accord sur les points clés concernant la

formule pour l'accès aux marchés, particulièrement le nombre et la structure des lignes dans lesquelles pays développés et en développement consigneront leurs produits pour les réductions tarifaires; le principe de réductions tarifaires substantiellement faibles pour les pays en développement; et d'autres engagements sur le soutien interne.

Cependant, des réticences persistent toujours aussi bien de la part des pays développés que de ceux en développement. Le sort des négociations sur l'agriculture et principalement l'accès aux marchés étant inter lié aux autres secteurs et thèmes du Programme de développement de Doha.

Qu'en est-il des autres secteurs ?

Vu les blocages et conditions émises par chaque groupe de pays dans les négociations sur l'agriculture, le Président du Groupe de négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles a décidé de reporter la semaine de négociations prévue du 18 au 22 et donc d'attendre l'issue des négociations sur l'agriculture. Tous s'accordent à dire, de ce fait, qu'un accord préliminaire sur l'agriculture permettrait aux négociations dans les autres secteurs, particulièrement sur l'AMNA, d'avancer.

En effet, dans ce cycle de négociations, chaque pays ou groupe de pays semble attendre que l'autre s'engage un peu plus avant de faire en retour quelques concessions. Si les pays en développement aimeraient voir s'effectuer des progrès réels et concrets dans l'agriculture, notamment sur l'accès aux marchés, avant de s'engager dans les autres négociations - services et AMNA entre autres - les pays développés, eux, considèrent notoires les avancées effectuées jusqu'ici dans l'agriculture, surtout avec le dernier compromis sur la proposition du G-20.

En ce qui concerne le traitement spécial et différencié, plusieurs délégations appellent urgemment à un accord sur les cinq propositions d'accord spécifique émanant des pays les moins avancés. Propositions débattues au sein de la Session spéciale du Comité du commerce et

développement. Un aboutissement sur cette question, représenterait, à leur avis, un progrès tangible traduisant la volonté de faire en sorte que ces pays bénéficient du système commercial multilatéral.

La Chine et l'Inde ont, quant à elles, saisi l'occasion pour réaffirmer leur résistance, s'opposant à toute différenciation parmi les pays en développement - plus grands et plus petits - aux fins d'une application d'un traitement favorable. A ce propos, les deux Ministres du commerce de ces pays ont convenu d'un accord dans lequel ils insistent sur le fait que tous les pays en développement doivent bénéficier du même traitement, y compris celui tel qu'il est indiqué dans le Programme de Doha.

Le Président du Groupe de négociations, Faizel Ismail, a pour sa part, entamé une série de négociations informelles avec un groupe de pays, le 18 juillet.

S'agissant du commerce des services, pour reprendre les termes utilisés par certains, on assiste à un statu quo. Car, à l'unanimité, les Ministres réunis à Dalian ont déploré le faible engagement observé concernant le nombre et contenu des offres - initiales et révisées - soumises pendant les sessions de négociations.

Tous ces effets conjugués les uns aux autres suscitent bien de préoccupations chez certains diplomates quant à la transparence du processus des négociations. L'un d'entre eux, présents à Genève, a dénoncé, que seulement une trentaine de ministres étaient présents à Dalian ; et que tous les autres Membres devraient respecter ou se soumettre à cet accord limité (sur l'agriculture), transformant ainsi (les négociations) en un progrès concret.

Pareille circonstance pourrait se compliquer à l'avenir - remettant en cause la notion de transparence - d'autant que certaines délégations, réputées être rouspéteuses, se plaignent de n'être informées de manière appropriée sur le processus.

Processus largement déterminé lors de réunions spécialement réservées à ceux qui sont invités.

Ainsi, comme le révèlent certaines sources, si l'on veut parvenir à un accord dans quelque négociation que ce soit, les délégations des pays en développement devront être informées de manière adéquate sur les débats menés dans toutes les différentes sessions de négociations.

En somme, au vu de l'état d'avancement des négociations, il demeure fort probable que d'ici les 27 et 29 Juillet, dates pour les réunions du Conseil Général, plusieurs séances informelles auront lieu. Tel scénario s'est produit il y a un an, lorsque les Membres avaient fini par se mettre d'accord, le 1er août 2004, sur le Paquet de Juillet, ravivant ainsi les négociations du Cycle de Doha.

NOUVELLES DE L'OMC

Coton à l'OMC : Les pays africains toujours déçus de l'évolution ; le Brésil demande des mesures de rétorsions

Au moment où les pays africains étalent leur déception de ne pas avoir reçu de réponses écrites à leur dernière proposition de négociation, la procédure entre le Brésil et les USA sur la voie contentieuse suit son cours. Si les américains semblent montrer de bonnes dispositions pour mettre en œuvre les décisions de l'ORD, le Brésil persiste dans la voie contentieuse en envisageant de prendre des contre mesures. Mais les bases juridiques invoquées pour ce faire ne font pas l'objet de la même interprétation par les USA. Les deux parties s'acheminent naturellement vers une procédure d'arbitrage dont les bases ont été jetées dans leur communication conjointe

Les Etats Unis montrent de bonnes dispositions pour la mise en œuvre des décisions de l'ORD sur le coton

Le 5 juillet dernier, le ministère de l'agriculture des USA a annoncé le lancement d'une procédure de mise en conformité de son programme de

subvention au coton, dans la perspective de la mise en œuvre de la décision de l'ORD déclarant ces subventions illégales. Dans ce communiqué, les USA informent être sur le point " d'envoyer au Congrès des propositions de modifications législatives, dans le cadre du programme généralement connu sous le nom de programme sur le coton Step 2, et dans le cadre des programmes de garantie de crédit à l'exportation, afin de respecter une récente décision prise par l'OMC au sujet du coton lors d'un différend avec le Brésil ".

Même s'il ne s'agit que d'une déclaration d'intention pour le moment, cette décision a le mérite de rétablir la confiance dans les négociations actuelles, au moment où l'on s'achemine vers le délicat Conseil Général du mois de Juillet dont les résultats détermineront les conclusions de la conférence ministérielle de Hong Kong de décembre prochain. C'est dans ce sens d'ailleurs que le secrétaire américain à l'agriculture Mike Johannes déclare: " En mettant en oeuvre ces changements proposés, nous réagissons pleinement à la décision de l'OMC (...). Cette démarche est essentielle pour que les Etats-Unis restent un chef de file dans les négociations de Doha à l'OMC, qui sont cruciales pour l'accès aux marchés américains et la prospérité à long terme de nos agriculteurs et de nos éleveurs. " Ce dernier s'est aussi réjoui de la collaboration des représentants de ces secteurs pour mettre sur pied les nouvelles propositions et "nous allons travailler avec le Congrès durant l'étude de cette nouvelle législation", a-t-il ajouté.

Le Brésil persiste dans la voie contentieuse et envisage de prendre des contre mesures

Cette offensive politique américaine n'a pas eu pour effet d'enrayer, au niveau du contentieux, les velléités brésiliennes qui ont demandé à pouvoir prendre des mesures de rétorsion (WT/DS267/21)

L'ORD avaient recommandé que les États-Unis retirent, au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial par l'Organe de règlement des différends, les subventions prohibées que sont les garanties de crédit à l'exportation au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation et

la mesure incriminée prévoyant des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (STEP 2) en faveur des utilisateurs nationaux de coton upland.

Le délai de mise en œuvre a expiré le 1er juillet 2005, ce qui laissait au Brésil certaines opportunités juridiques de rentrer dans ses droits. En effet, l'article 4.10 invoqué par le Brésil donne droit à l'ORD, au cas où il n'est pas donné de suite à ses recommandations à compter de la date à laquelle le rapport de l'Organe d'appel aura été adopté, d'accorder au membre plaignant l'autorisation de prendre des contre mesures appropriées. De même, l'article 22.2 donne à la partie plaignante la possibilité de demander une compensation satisfaisante à l'expiration du délai de mise en oeuvre. Ensuite, si dans les 20 jours suivants, un consensus n'a pas pu être trouvé sur cette compensation, le Membre lésé pourra prétendre à la suspension de l'application de concessions ou d'obligations au titre de l'accord visé.

C'est cette voie qu'a suivi le Brésil dans sa communication du 5 juillet en déclarant projeter de demander, à la réunion de l'ORD du 15 juillet 2005, l'autorisation de prendre des contre mesures à hauteur 3 milliards de dollars EU équivalent à son préjudice, jusqu'à ce que les États-Unis retirent les subventions à l'exportation prohibées identifiées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel. Ainsi, le Brésil pourraient utiliser des contre mesures qui prendraient la forme de la suspension de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du GATT de 1994 par l'imposition de droits d'importation additionnels sur une liste de produits importés des États-Unis, qui serait définie par lui même. Il considère qu'il n'est pas possible ou efficace de suspendre des concessions ou d'autres obligations en ce qui concerne le même secteur/accord que celui pour lequel le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont constaté les violations. En plus, les circonstances sont suffisamment graves pour justifier la suspension de concessions ou d'obligations au titre d'autres accords visés.

Sur la base de cet argumentaire, le Brésil invoque l'article 22.3.c du Mémorandum d'Accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends qui peuvent lui permettre de suspendre des obligations ou concessions au titre d'un autre accord visé.

Sur cette base, le Brésil envisage de prendre des contre mesures appropriées sous la forme de la suspension de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du GATT de 1994, en imposant des droits de douane additionnels sur une liste de produits importés des Etats-Unis. En outre, il prévoit de prendre des contre mesures prenant la forme de la suspension d'obligations au titre de la Partie II de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ; et aussi de suspendre des concessions et des obligations horizontales et/ou sectorielles pour tous les secteurs mentionnés dans sa Liste d'engagements spécifiques (GATS/SC/13) au titre de l'Accord général sur le commerce des services.

Les deux parties s'acheminent vers une procédure d'arbitrage

Dans une communication datée du 14 Juillet 2005, les Etats Unis rejettent systématiquement cette vision brésilienne (WT/DS267/23) . Ils soutiennent que les contre mesures proposées ne sont pas appropriées et que le niveau de la suspension proposé n'est pas équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages au sens de l'article 22:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Ils considèrent en outre que le choix de suspendre des obligations ou concessions au titre d'un autre accord n'est pas fondé dans ce cas. En conséquence, ils estiment que la question devra être soumise à arbitrage.

Les deux parties ont convenues de mesures procédurales en direction de la phase arbitrale à venir (WT/DS267/22)

Lors de la réunion du sous-comité coton du 22 juin dernier déjà, les pays africains avaient fait part de leur déception de ne pas avoir reçu de réponses écrites à leur dernière proposition de négociation

(<http://www.ictsd.org/africoddev/edition/synthese/05-06-30/nouvellesdelomc2.htm>)

Le sous comité sur le coton très peu fertile pour les pays africains

Lors de la dernière du sous-comité du 18 juillet dernier, la même plainte est revenue. Le Bénin, épaulé en cela par le Mali, le Tchad, le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire ont déploré le manque de progrès dans les discussions et l'absence de l'absence de réaction écrites des autres Membres à leur proposition. L'UE a répondu à cela qu'elle avait réagi à la proposition lors de réunions antérieures et avait déjà proposé formellement des actions plus rapides sur les parties d'un accord sur l'agriculture qui porteraient sur le coton. Quand aux USA, ils simplement procédé à une description des mesures qu'ils allaient prendre (voir supra) pour éliminer les subventions qui avaient été jugées illégales dans le cadre du différend sur le coton qui les a opposé au Brésil.

Le représentant du Bénin a mentionné que pendant qu'il n'y avait aucun progrès, les prix continuaient à baisser et la situation des cotonculteurs africains à se détériorer. Il a rappelé que les pays africains ne pouvaient être d'accord sur le fait les progrès sur le dossier coton étaient assujettis à ceux sur les négociations sur l'agriculture. Les pays africains producteurs de coton ont soutenu qu'ils voudraient des progrès concrets qui vont bien au delà de ce qui a été arrêté dans le Paquet de juillet. En déclarant qu'il " ne demandait pas l'impossible ", le représentant malien estime qu'il ne serait pas convenu de se retrouver à la fin du mois de juillet avec un document contenant uniquement le rapport de situation du président du comité.

Lors de cette réunion, les question de développement ont aussi été abordé. Le secrétariat de l'OMC a produit un rapport sur cette question et sur l'assistance technique prodigués par les pays donateurs et les organisations internationales. Tout cela a fait dire au président Groser que l'Initiative sur le coton commence à déboucher sur des actions concrètes, même s'il y encore des lenteurs.

Les prochaines réunions du sous-comité sur le coton sont programmées pour les 30 septembre, 28 octobre et 15 novembre 2005.

Le Comité SPS examine les normes du secteur privé ; les dissensions persistent concernant le traitement spécial et différencié

Les Membres de l'OMC ont examiné, pour la première fois, le rôle joué par les normes du secteur privé pour restreindre les échanges, durant la réunion des 29-30 juin derniers, du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). La discussion, suscitée par une plainte de St Vincent et Grenadines, concernant prescriptions des supermarchés de l'UE sur la banane, s'est concentrée sur la nécessité de clarifier les règles de l'Accord SPS ayant trait aux responsabilités gouvernementales vis-à-vis des normes du secteur privé.

Les délégations ont continué de s'efforcer de prendre en compte les revendications visant à améliorer le traitement spécial et différencié. Bien qu'ils aient adopté un rapport sur la question, à présenter au Conseil général pour examen en juillet, les Membres n'ont pas été en mesure de convenir des dispositions visant à rendre le traitement spécial et différencié plus " précis, efficace et opérationnel ", tel que prescrit dans le paragraphe 44 de la Déclaration de Doha. De même, ils n'ont pas pu convenir des voies et moyens de reconnaître au mieux les régions exportatrices, dans les frontières nationales et en dehors des frontières, comme étant exemptes de maladies et de parasites aux fins des mesures SPS.

Les normes du secteur privé en jeu

St Vincent et Grenadines, avec l'appui de la Jamaïque, du Pérou, de l'Equateur et de l'Argentine, se sont plaints du fait que les normes SPS 'EurepGAP' imposées par le Groupe de travail d'Euro-Retailer Working Group, composé essentiellement de détaillants de produits

alimentaires, étaient plus strictes que les prescriptions des gouvernements de l'UE. Renvoyant à l'article 13 de l'Accord SPS, qui énonce que les gouvernements Membres " prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les entités non gouvernementales de leur ressort territorial ... se conforment aux dispositions pertinentes du présent accord ", ces pays font valoir que les règles de l'UE devraient s'appliquer au secteur privé. Selon l'Argentine, cette question devait être résolue, ou " vingt années de travaux " seraient perdues.

L'UE a rétorqué qu'elle n'était pas responsable - à moins que les organisations du secteur privé ne soutiennent que leurs normes étaient des normes européennes - et que dès lors, toute plainte devrait être adressée directement à la société pertinente. Du fait que les normes du secteur privé sont orientées par la demande des consommateurs, a-t-elle déclaré, l'UE n'est pas en position d'intervenir.

Adoption du rapport sur le traitement spécial et différencié, mais persistance des anciennes dissensions

Les Membres ont poursuivi l'examen de cinq propositions relatives au traitement spécial et différencié, dans l'espoir d'aboutir, d'ici fin juillet, à un rapport " avec des recommandations claires en vue d'une décision " sur de nouvelles dispositions, tel que prescrit dans le Paquet de juillet (WT/7/579). Toutefois, des divergences persistent entre les instigateurs des propositions, notamment le Kenya, l'Inde et l'Egypte, et les fournisseurs d'assistance technique, y compris les États-Unis et l'UE. Les premiers souhaitent des dispositions pour contraindre les pays qui adoptent de nouvelles normes à fournir une assistance technique pour faciliter leur mise en œuvre dans les pays en développement.

Les cinq propositions comprennent la revendication visant à introduire un langage contraignant qui permettrait aux pays en développement d'être temporairement exemptés des mesures SPS ; rendrait obligatoire la fourniture d'une assistance technique aux pays en développement ; exigerait des pays développés

qu'ils entreprennent avec les pays en développement des consultations sur les mesures SPS, si ces derniers en faisaient la demande ; et obligerait les pays développés à encourager et à faciliter la participation active des pays en développement Membres dans les organisations internationales d'établissement de normes, telles que Codex Alimentarius. Une communication fortement contestée présentée par le Groupe africain propose des conditions pour les mesures SPS qui ont des effets négatifs sur les pays en développement ou auxquelles ces pays ont des difficultés à se conformer : les Membres seraient tenus soit de retirer de telles mesures, soit de fournir aux pays en développement les ressources techniques et financières requises pour observer ces mesures.

Un certain nombre de pays développés Membres ont contesté la proposition, en soutenant que des mesures conçues pour sauver la vie ne peuvent pas être retirées en attendant que d'autres pays acquièrent la technologie pour répondre à leurs critères.

De plus, les cinq propositions ont été citées dans le rapport final sur le traitement spécial et différencié qui doit être présenté au Conseil général vers la fin de ce mois. Le rapport qui a été adopté (G/SP/35) expose un cadre sur la manière dont le traitement spécial et différencié peut être assuré dans le contexte des mesures SPS. Il spécifie la nécessité à la fois de fournir une assistance technique aux pays en développement afin de les aider à mettre en œuvre les mesures SPS requises dans leurs marchés d'exportation, et d'intégrer des dispositions en matière de traitement spécial dans les mesures elles-mêmes, par exemple des périodes de mises en œuvre plus longues ou des prescriptions plus souples. Le texte note que les préoccupations en matière de traitement spécial et différencié seront examinées lors de la prochaine réunion du Comité SPS, en octobre, mais des sources indiquent que les auteurs des propositions ont convenu de participer à des consultations informelles au cours des prochains mois.

Poursuite de la discussion sur le régionalisme

Poursuivant le débat à la suite de la réunion de mars dernier du Comité, les Membres ont débattu de l'article 6 de l'Accord SPS, qui exige des Membres qu'ils adaptent leurs mesures SPS à des régions géographiques spécifiques plutôt qu'aux frontières nationales. Stimulés par la faible mise en œuvre de cet article, certains pays, notamment le Chili, l'Argentine, le Pérou, le Brésil et l'UE, souhaitent que le Comité SPS élabore des directives administratives sur la question. D'autres, dont la Nouvelle-Zélande, le Canada et les États-Unis, préféreraient attendre que deux organisations internationales d'établissement de normes reconnues par l'Accord SPS, la Convention internationale sur la protection des végétaux (CIPV) et l'Office Internationale des épizooties (OIE), aient achevé leurs propres directives techniques sur la question. Les Membres ont débattu du point de savoir s'il était possible d'établir une distinction entre des directives administratives et techniques et si les directives devaient spécifier une date limite pour la reconnaissance des régions exemptes de maladies et de parasites. Le président Gregg Young des États-Unis a décidé de ne pas démarrer pour le moment les travaux sur un projet de texte concernant le régionalisme.

Les Membres ont également adopté un rapport sur le second réexamen de l'Accord SPS (G/SP/36) qui était fondé sur les négociations lors de sessions antérieures et sur des négociations informelles menées les 27 et 28 juin. La prochaine réunion du Comité SPS se tiendra les 26 et 27 octobre 2005.

Le rapport sur le commerce mondial de l'OMC se concentre sur les normes

Par ailleurs, selon le Rapport 2005 sur le commerce mondial de l'OMC, les Arrangements de Reconnaissance Mutuelle (ARM) entre Membres de l'OMC, aux fins desquelles les pays valident les normes d'autres pays pour les reconnaître comme conformes à leurs propres normes, pourraient avoir l'effet substantiel de rehausser les échanges. Le rapport reconnaît que les normes environnementales, techniques, et SPS de sécurité

sanitaire peuvent avoir des effets à la fois positifs et négatifs. Il note que les normes SPS imposent souvent au pays exportateur des coûts sociaux élevés et que pour certains régimes réglementaires, " les risques sanitaires ou les pertes supposés, découlant de l'introduction de parasites à travers les importations doivent être extraordinairement élevés " pour justifier les mesures en place. Au lieu d'inciter à l'harmonisation réglementaire internationale qui, dans le cas spécifique des normes environnementales et de sécurité sanitaire " peuvent ne pas être un objectif souhaitable ", l'OMC laisse entendre " qu'il est peut-être préférable d'avoir des instruments de politique distincts pour chaque pays, au lieu d'un instrument unique dans de tels cas ". A ce titre, l'Organisation incite les pays à adopter davantage d'ARM.

Le Rapport sur le commerce mondial de l'OMC est disponible à :

http://www.wto.org/french/news_f/pres05_f/pr411_f.htm

Légers progrès dans les négociations sur les règles à l'OMC

Du 11 au 15 juillet dernier, s'est tenue à l'OMC la session du Groupe de négociation sur les règles, sous forme de réunions bilatérales et plurilatérales. Les discussions étaient axées principalement sur les subventions aux pêcheries et les mesures antidumping.

Dans l'ensemble, le Président du Groupe de négociations, l'Ambassadeur d'Uruguay Guillermo Valles Galmés, dans son rapport au Comité des négociations commerciales, (TN/RL/13) qualifie les négociations entreprises jusqu'ici de "dynamiques", exceptées pour les disciplines horizontales concernant les subventions. Il note également que les résultats dans ce domaine seront "étroitement liés aux autres domaines des négociations, par exemple l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles."

Mesures antidumping

Les discussions sur les mesures antidumping ont porté sur la proposition faite par le Canada (TN/RL/GEN/48). Celle-ci suggère que les droits antidumping soient suspendus s'il est démontré par l'Organe de règlement des différends qu'ils ne sont pas conformes aux textes de l'OMC. Cette proposition a été fortement rejetée par les Etats Unis.

En outre, durant cette semaine, les principaux protagonistes, parmi lesquels les Etats Unis, l'Union Européenne, et les Amis de l'antidumping - groupe en faveur d'une limitations des règles et de l'usage de ce mécanisme - ont également débattu des questions concernant des droits moindres. Autrement dit, par exemple, quand et comment appliquer des droits antidumping inférieurs à la marge établie entre la valeur normale et le prix à l'importation d'un bien donné.

Par ailleurs, il ressort de manière générale que les divergences entre les pays participants concernant les mesures antidumping et les mesures compensatoires, se réfèrent non aux "éléments clés mais plutôt à la stratégie et au calendrier précis à arrêter". A ce propos et afin de pouvoir avancer davantage, trois groupes de réunions sont prévus entre la pause d'été et la conférence ministérielle de Hong Kong. La prochaine réunion est fixée au 26 septembre 2005.

Pour rappel, la majeure partie des propositions émises dans le cadre des mesures antidumping (et compensatoires) se focalise sur la clarification et l'amélioration des règles; cela en raison du caractère technique de ces négociations.

Subventions aux pêcheries

Le Brésil a émis une proposition qui a constitué le point central des discussions. C'est une proposition qui opte, entre autres, pour une incorporation du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans les nouvelles disciplines comme l'aquaculture.

Ces nouvelles disciplines font-elles aussi l'objet de dissension entre les participants ; notamment à propos de leur structure et leur portée. En effet, en plus de la question de savoir quelle forme elles prendraient (interdiction générale, avec certaines exceptions ou liste positive de subventions prohibées), se pose aussi celle de savoir si "toutes nouvelles disciplines s'appliqueraient ou non à l'aquaculture."

Cette nouvelle discipline (l'aquaculture) a fait l'objet d'une communication conjointe (TN/RL/GEN/54) proposée par l'Australie, l'Equateur et la Nouvelle Zélande. Là-dessus, les Membres, reconnaissant l'importance de ce secteur pour les pays en développement, se posent la question de savoir à quel point cette discipline affecte-t-elle les ressources halieutiques sauvages. La Chine, pour sa part, affirme que l'aquaculture, tout comme les pêcheries dans les eaux intérieures, ne devrait pas faire l'objet des nouvelles règles sur les subventions aux pêcheries.

Revenant à la proposition brésilienne, elle contient, par ailleurs, une liste exhaustive des subventions devant figurer dans la "boîte verte" (ne donnant pas lieu à une action) telles les subventions pour la conservation, pour les services de gestion. De même, y seraient incluses les subventions aux pêcheries artisanales et à petite échelle pour les stocks qui ne représentent aucun danger. Toute autre forme de subvention qui ne ferait pas partie de la catégorie verte serait circonscrite dans la "boîte rouge" et par conséquent, éliminée. Exception serait toutefois faite pour les pays les moins avancés, pour qui, la proposition suggère que de telles subventions soient placées temporairement dans une "catégorie ambre" pendant dix ans.

Les pays en développement membres d'organisations régionales de gestion des pêcheries seraient autorisés, entre autres, à maintenir certaines subventions pour le renforcement de leurs capacités et les paiements des droits d'accès. La proposition a été dans l'ensemble favorablement accueillie par les Membres qui requièrent toutefois

une explication de certains concepts comme la pêche artisanale et à petite échelle.

Cependant, des divergences persistent toujours entre les "amis des poissons" - en faveur d'une interdiction des subventions aux pêcheries avec certaines exceptions - et le Japon, la Corée et Taiwan. Ce dernier ayant exprimé de fortes réserves quant la proposition du Brésil.

Plusieurs délégations ont également estimé que telle qu'elle se présente, la proposition brésilienne affecte défavorablement les pays en développement, dans la mesure où ceux-ci n'ont pas ou possèdent peu de moyens d'imposer une gestion efficace.

En perspectives

D'après des sources proches des milieux du commerce, des préoccupations demeurent. Etant donné les fortes pressions parmi les Membres de l'OMC, notamment le groupe de la Corée, du Japon et Taiwan (qui défendent la même position), l'on peut se demander si les subventions aux pêcheries finiront par aboutir sur la table de négociation à Hong Kong. Des doutes persistent aussi quant à un véritable engagement de l'Union Européenne sur la question. Celle-ci se serait montrée remarquablement silencieuse lors des discussions. A en croire certains, les récents désaccords au sein de l'Union Européenne l'empêcheraient de prendre position clairement sur la question.

En définitive, si les négociations semblent engagées, avec des propositions plus concises, il s'avère, comme l'affirme le Président Guillermo Valles Galmés, "que beaucoup de travaux techniques restent à faire."

Il convient d'ajouter, concernant les accords commerciaux régionaux, que pour l'instant, et "de l'avis général, les discussions sur ce point devraient être différées tant que les négociations n'auront pas sensiblement progressé."

SUR LE FIL**Quatrième forum de l'AGOA : les Etats-Unis annoncent la mise en place d'un fond pour la diversification et réitèrent leur promesse sur la suppression des subventions agricoles**

La quatrième édition forum de la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) s'est tenue du 18 au 20 juillet 2005 à Dakar. Plus de 1.500 participants représentant les gouvernements, le secteur privé et la Société civile aussi bien des États-Unis que des 37 pays africains éligibles à l'AGOA ont pris part à la rencontre. 900 entreprises américaines, sénégalaises et africaines ont été aussi représentées. Le forum a été ouvert par le Président de la République du Sénégal, Me Abdoulaye Wade, en présence du secrétaire américain à l'agriculture Mike Johanns, de la conseillère spéciale du président Bush Cindy De Courville et d'une centaine de ministres de plus de cinquante pays africains.

La nécessité d'accroître les échanges commerciaux et de les diversifier en vue de favoriser la croissance économique et la compétitivité des économies africaines est le thème principal de ce forum de coopération économique entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne.

Trois pôles déterminant ont été identifiés, au cours de ce forum. Le premier concerne l'environnement des affaires et l'accent a été mis sur les besoins de mise à niveau. Le second pôle concerne la compétitivité qui est un défi à relever par les entreprises. Il y a aussi le renforcement des capacités techniques, économiques ainsi que des partenariats inter-africains et avec les Etats-Unis. Le problème lancinant des financements et de l'accès au crédit est souvent revenu. Le secteur privé africain s'est engagé à monter une banque pour répondre à ses besoins de financements et contourner ainsi le blocage des systèmes bancaires.

Un fonds de compétitivité de 200 millions de dollars a été mis en place par le président des

Etats-Unis, George W. Bush, pour renforcer la capacité des entreprises des pays africains afin de les rendre beaucoup plus compétitives, pour financer aussi la mise à niveau et la construction de la quatrième plate-forme africaine qui sera à Dakar.

La loi originelle sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGOA I) a été adoptée le 18 mai 2000 au Titre 1 de la Loi de 2000 sur le commerce et le développement. Le 6 août 2002, le président Bush a promulgué des amendements, connus sous le nom d'AGOA II, qui ont considérablement étendu le traitement préférentiel accordé aux exportations des pays d'Afrique subsaharienne bénéficiant de l'AGOA. Ces deux lois ont encore été considérablement renforcées et modifiées le 12 juillet 2004 par le président Bush par ce qui est devenu l'AGOA III, ou Loi de 2004 sur l'accélération de l'AGOA. Grâce à ce traitement préférentiel qu'instaure l'AGOA, 6350 produits (98% de l'offre d'Afrique à l'extérieur) sont admis aux Etats-Unis en franchise de droits de douane (en moyenne 17,5%) et de contingent. Entre 2003 et 2004, les importations américaines de produits subsahariens ont augmenté de 88%, pour une valeur de 26,6 milliards de dollars.

Si le pétrole est le produit phare de la demande américaine, les exportations africaines en produits agricoles, textiles et confectionnés ne manquent pas d'atouts Outre-Atlantique. En effet, les importations non pétrolières, comme le textile et les produits agricoles, se sont élevées à 35 milliards, en hausse de 22% sur la même période. Mais cette aubaine économique américaine est accordée aux pays africains non sans condition, notamment sur le plan politique. L'Administration Bush exige en fait des pays africains qu'ils améliorent leur gouvernance sous peine de leur retirer ce bénéfice.

Venue participer à la cérémonie de clôture de l'AGOA, la secrétaire d'Etat américain aux affaires étrangères Mme Condoleezza Rice a annoncé un nouveau programme d'aide à l'Afrique avec la création par les Etats-Unis d'un fonds pour la

diversification de l'économie africaine. A travers cette initiative, plusieurs agences américaines devraient soutenir les efforts des gouvernements africains pour diversifier leurs économies et capitaliser encore un peu plus les promesses de l'AGOA que peu de pays africains ont, à ce jour, pu utiliser avec efficacité.

Les Etats-Unis annoncent la fin des subventions agricoles

Mike Johanns, le ministre américain à l'Agriculture a affirmé à Dakar, en marge du forum de l'AGOA, que son pays s'est engagé résolument dans la réduction, et bientôt, dans l'élimination totale des subventions agricoles. Lors de la cérémonie d'ouverture du forum, il a déclaré : "Aux Etats-Unis, nous sommes préparés à éliminer les subventions agricoles et avons mis au défi le reste du monde de dire qu'ils sont prêts à faire la même chose."

Mike Johanns a déclaré que les séances bilatérales qu'il a eues en marge du forum avec ses collègues africains l'ont convaincu que la tendance actuelle envers les réformes économiques et politiques, partout en Afrique, est très encourageante. "Dans tous les pays, on remarque une attention accrue envers la bonne gouvernance, le sens des responsabilités, la transparence, la volonté des réformes commerciales et agricoles." Tout cela lui a fait penser que les Africains et les Américains peuvent faire bien de choses ensemble, pour donner une forte impulsion à l'Agenda de Doha pour le développement. Il a affirmé que le temps des "réformes dans le domaine agricole est arrivé. Si nous laissons passer une telle opportunité, il n'est pas sûr qu'elle se représentera de si tôt" avant d'appeler à surmonter tous les blocages avant la conférence de l'OMC à Hong Kong, en décembre.

Le forum de l'AGOA est un cadre d'échange établi par la loi américaine instituant l'Agoa et qui exige du Président des Etats-Unis qu'il mette en place un forum pour s'assurer qu'il y ait un dialogue entre les acteurs du secteur privé américain et leurs collègues africains, le gouvernement américain et ceux d'Afrique ainsi que les acteurs des sociétés civiles américaine et africaine. Trois forums de

l'AGOA ont déjà eu lieu avant celui de Dakar: le premier à Washington en octobre 2001, le deuxième à Maurice en janvier 2003 et le troisième de nouveau à Washington en décembre 2003.

Les pays éligibles à l'AGOA sont actuellement : l'Angola, l'Afrique du Sud, le Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, le Tchad, la République Démocratique du Congo, le Congo-Brazzaville, Djibouti, l'Ethiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Lesotho, le Madagascar, Malawi, Mali, l'Île Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, le Swaziland, la Tanzanie et la Zambie.

Sources : Notes Enda, Le quotidien.

Sommet du G 8 en Ecosse : les dirigeants du monde prennent de nouveaux engagements pour l'Afrique et parviennent à un accord minimal sur le changement climatique

En dépit des attentats qui ont frappé la capitale Britannique durant la tenue de leurs travaux du 6 au 8 juillet dernier à Gleneagles en Ecosse, les dirigeants des huit pays les plus industrialisés ont pris des décisions majeures concernant l'Afrique et les questions climatiques.

Tony Blair a tout fait pendant ce sommet, marqué à la fois par l'attribution des Jeux olympiques de 2012 à Londres et par les attentats terroristes qui ont frappé cette ville, pour que les travaux continuent coûte que coûte. " Nous ne laissons pas les terroristes nous dicter notre agenda", a souligné le chancelier allemand Gerhard Schröder à la fin de la rencontre.

Il importait d'autant plus aux dirigeants des pays industrialisés, auxquels s'étaient joints ceux de pays émergents et plusieurs chefs d'Etat africains,

de sortir du sommet avec quelques décisions. Sur le climat, un accord minimal a été trouvé, compte tenu de la dureté des positions américaines sur le protocole de Kyoto.

L'acquis principal concerne le dossier de l'aide au développement, en particulier en faveur de l'Afrique. Tony Blair avait fait de son augmentation substantielle un objectif prioritaire. Il a obtenu gain de cause. Les pays riches du G8 ont en effet doublé la mise en confirmant les annulations de dette antérieures d'un montant de 50 milliards de dollars et en prenant l'engagement d'augmenter l'aide publique au développement de 50 milliards de dollars par an d'ici à 2010. " nous sommes convenus de doubler l'aide en faveur de l'Afrique d'ici 2010", dit le communiqué final. Le montant de 50 milliards de dollars par an est considéré comme le minimum nécessaire pour atteindre l'un des objectifs du Millénaire définis par l'ONU, à savoir la réduction de moitié du nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, d'ici à 2015.

La moitié de cet argent ira à l'Afrique, un continent de plus en plus marginalisé du point de vue économique. Cette manne ne résoudra pas tous les problèmes du continent noir. Les ONG souhaitaient plus, plus vite et plus durablement. Les dirigeants n'ont pris qu'un engagement politique comme ils l'avaient du reste fait à Kananaskis et à Evian. Ces décisions devraient être confirmées à l'automne lors des assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale. Ils appartient aux nombreuses organisations de la société civile mondiale présentes au sommet et aux dirigeants du monde en développement de rester vigilantes pour que les promesses de Gleneagles ne restent pas lettre morte. Tony Blair s'y est engagé en déclarant : " C'est un début, pas une fin. "

Toutefois, si les dirigeants du G8 sont parvenus relativement facilement à trouver un accord sur l'aide à apporter à l'Afrique, sur l'idée de financements innovants, en revanche, les membres du G8 ne sont pas parvenus à se mettre d'accord, que ce soit sur la Facilité de financement internationale (FFI), proposée principalement par

la Grande-Bretagne, ou sur les mécanismes avancés par la France, soutenue par de nombreux pays. "Un groupe de travail a été créé pour examiner de façon détaillée la mise en oeuvre de ces mécanismes", précise avec circonspection le document final sur l'Afrique, et encore dans une annexe. M. Chirac a cependant considéré qu'il s'agissait d'une "porte entrouverte qu'il sera plus facile de pousser", lors du sommet de l'ONU au mois de septembre consacré au développement.

Sur le sida, le G8 "appuie" l'Initiative mondiale en faveur d'un vaccin contre le VIH et fixe un objectif général : "Parvenir dans toute la mesure du possible à un accès universel au traitement d'ici 2010 pour tous ceux qui en ont besoin".

En matière de commerce, aucun progrès n'a été enregistré à Gleneagles. Chacun campe sur ses positions dans le domaine des réductions des subventions agricoles à l'exportation. Les Européens ont accepté le principe de leur suppression sous réserve que les Etats-Unis, le Japon ou le Canada éliminent également leurs subventions, réitérant ainsi la fameuse idée de parallélisme chère à Pascal Lamy.

L'autre avancée concerne l'environnement et le dossier du réchauffement climatique. Le président américain George W. Bush, confirmant des propos tenus mercredi 6 juillet au Danemark, a admis qu'il existe bien un problème de réchauffement et que les activités humaines contribuent à ce phénomène. Même si M. Bush refuse toujours de ratifier le protocole de Kyoto, cette reconnaissance de principe semble marquer une prise de conscience.

Cette évolution américaine a permis, pour la première fois dans un G8, l'adoption d'un " plan d'action " pour recourir à des énergies moins polluantes et préserver la forêt mondiale. Ces mesures, qui s'adressent autant aux pays riches qu'aux pays émergents, apparaissent malheureusement assez creuses. Pour tout dire, on ne distingue que peu d'engagements concrets et aucune promesse de financement. C'est donc essentiellement à un niveau symbolique que le compromis du G8 marque une évolution.

Il s'agit d'un premier pas limité face à l'urgence de la situation reconnue par les " Grands ". On peut n'y voir, à l'instar des organisations écologistes, qu'une opération de " communication " de la part du président américain.

Sources : Allafrika, Le monde, AFP

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

25-26 juillet OMC, Genève, Groupe de négociation sur la facilité du commerce

26 juillet Egypte, Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC

26 juillet OMC, Genève, 37ème réunion directive du Conseil du Commerce du Développement (Afrique) ; Contact : secrétariat de la CUNCED, services des affaires inter-gouvernementales et des relations extérieures, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (télécopieur : +41 (0) 22-917-00-56 ; courrier électronique : correspondence@unctad.org)

27-29 juillet OMC, Genève Conseil Général, WTO/AIR/2627

28 juillet Comité des accords régionaux multilatéraux

31 août OMC, Genève, Organe de règlement des différends.

EVENEMENTS AILLEURS

26 juillet Cnuced, Genève, 37ème réunion Directive Afrique, <http://www.unctad.org/Templates/Startpage.asp?intItemID=2068&lang=2>

1-7 août Tokyo, Japon, Asia Pacific Sky Water Forum, Contact: Tokyo Asia Pacific Sky Water Forum Executive Committee, Téléphone : 81-3-5608-6209, Fax : 81-3-5608-6934, email : office@tap-skywater.jp, Website: <http://www.unesco.org/water/water-events/detailed/1013.shtml>

10-30 août Kottayam, Inde, Conférence Internationale sur la Science et la Technologie pour le Développement Durable. Contact: The General Coordinator, Téléphone: +91-481-2420025, Fax - 91-481-2401472, Email: mail@conferencesbc.org, Website: www.conferencesbc.org

21-26 août Stockholm, Suède, Semaine Mondiale de l'Eau, Contact: David Trouba, Communications Manager, Siwi, Téléphone: 46-8-522-139-89, Fax: 46-8-522-139-61, Email : dave.trouba@siwi.org; Website : worldwaterweek.org

22-27 août St Catharines, Canada, Troisième Conférence Internationale sur l'Agriculture Durable pour l'Alimentation, l'Energie et l'Industrie; Contact: ICSA Conference Headquarters, Ontario, Canada ; Fax : 905-688-0748 ; Email : conference@icsagr-fei.org; Website: <http://www.iscagr-fei.org/conference/>

5 - 7 septembre Genève, Suisse, Réunion d'experts sur les obstacles non tarifaires, CNUCED <http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intItemID=3411&lang=2>

8 septembre Washington, Usa, Forum économique du FMI sur les conditionnalités. <http://www.imf.org/External/NP/EXR/ECForums/2005/090805.htm>

10 septembre Worldwide, Journée Mondiale pour la Mobilisation ; Contact : GCAP ; Email :

info@whiteband.org; Website :
http://www.whiteband.org

13-15 septembre Tanta, Egypte, Conférence Régionale sur l'Eau, la Santé et l'Environnement 2005 ; Contact : Bakenaz A. Zeydan, Tanta University ; Telephone : 20-40-331-5860 ; Fax : 20-50-225-5566 ; Email : bakenaz@dec1.tanta.edu.org; Website : http : // cig.ensmp.fr- iahs/conferences/2005TANTA.pdf

PUBLICATIONS

En français

CNUCED : activités entreprises par la Cnuced en faveur de l'Afrique. Rapport du secrétariat. Juillet 2005. Disponible à :
http://www.unctad.org/fr/docs/tdbex37d2_fr.pdf

FAO : Utilisation de la glace sur les bateaux de pêches artisanales. Par Michel Shawyer at Avilio F. Medina Pizzali, FAO: Documents Techniques sur les pêches; n 436, Rome, 2005

GRAIN : Les OGM : quels risques pour le Mali. Les Organismes Génétiquement Modifiés sont au centre des débats depuis quelques années en Afrique et même dans le monde. Dans le continent africain, le sujet est d'actualité, tandis que certains paysans souhaitent l'introduction de ces cultures, la grande majorité de nos paysans se méfient beaucoup et y voient " venir une nouvelle forme de colonisation pour les pays du Nord ". Grain a mené une enquête sur le sujet. Juillet 2005. Disponible à
<http://www.grain.org/front/>

OCDE : Perspectives Economiques en Afrique 2004/2005. Date de publication: 18 mai 2005. Chaque année en Afrique, les perspectives économiques passent en revue la situation récente et l'évolution probable à court terme de l'économie d'un échantillon de pays africains. Les données qui y sont présentées sont tirées d'études par pays s'articulant autour d'une grille d'analyse unique qui est le fruit d'une collaboration entre la Banque

Africaine de Développement et le Centre de développement de l'OCDE.

OCDE, Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Publié par édition: OCDE, juillet 2005

OMC : Commerce et Environnement à l'OMC, mai 2004. Cet ouvrage présente brièvement son histoire et concerne essentiellement les questions liées au commerce et à l'environnement dans le cadre du mandat de Doha, les effets de la libéralisation du commerce sur l'environnement, la relation entre les accords environnementaux multilatéraux et l'OMC ainsi qu'un examen des différends commerciaux impliquant des questions environnementales.

OMC : Rapport annuel de l'OMC, juillet 2005. Le rapport annuel de l'OMC traite des activités courantes de l'organisation et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et de son budget actuel. Il est au premier semestre de chaque année.

En anglais

ANALYSIS OF NON-TARIFF BARRIERS OF CONCERN TO DEVELOPING COUNTRIES. Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), June 2005. This paper identifies non-tariff barriers (NTBs) faced by developing countries in their trade with developed countries and among each other. The goal is to raise awareness of barriers that interfere with the ability of developing countries to build up trade. The study also draws attention to developing countries' forward-looking export strategies and potential barriers related to them. Overall, the report highlights similarities and differences in barriers reported in the data reviewed, and compares barriers reported for trade with developed countries with those for trade among developing countries. Available online at
[http://www.oecd.org/olis/2004doc.nsf/43bb6130e5e86e5fc12569fa005d004c/3f6065538ae61034c125701500549301/\\$FILE/JT00185671.PDF](http://www.oecd.org/olis/2004doc.nsf/43bb6130e5e86e5fc12569fa005d004c/3f6065538ae61034c125701500549301/$FILE/JT00185671.PDF)

WTO ANNUAL REPORT 2005. World Trade Organization, July 2005. The WTO's annual report discusses institutional matters such as descriptions of its main activities and information on its budget and staff. Marking the tenth anniversary of the organisation, this report also contains a section reviewing developments since 1995, as well as a look at potential future challenges. Available online at:

http://www.wto.org/english/res_e/reser_e/annual_report_e.htm

ECOSYSTEMS AND HUMAN WELL-BEING: OPPORTUNITIES AND CHALLENGES FOR BUSINESS AND INDUSTRY. Millennium Ecosystem Assessment, July 2005. This report summarises key trends in ecosystems and their services, particularly trends of importance to business. The report also reviews how the Millennium Ecosystem Assessment findings affect businesses' bottom line. The report argues that companies using natural resources more wisely are likely to see larger profits and enjoy greater long-term stability. Available online at <http://www.millenniumassessment.org/en/index.aspx>

ENVIRONMENTAL GOODS NEGOTIATIONS: ISSUES AND OPTIONS FOR ENSURING WIN-WIN OUTCOMES. By Sandeep Singh. International Institute for Sustainable Development, June 2005. This paper analyses possible approaches to ensure a balance in trade gains in the ongoing negotiations on environmental goods. The piece discusses the progress made in the negotiations thus far vis-à-vis different Members' positions. It suggests that a combination of special and differential treatment (S&D) provisions and bringing environmentally preferable products of export interest to developing countries into the ambit of environmental goods, could offer a balanced deal to the developing countries. Available online at: http://www.iisd.org/pdf/2005/trade_environmental_goods.pdf

THE WTO AND DIRECT TAXATION. By Michael Daly. World Trade Organization, June

2005. This paper provides an overview of the extent to which WTO rules apply to taxation, particularly direct taxation. It contains a summary of disputes concerning income tax measures that have arisen at the WTO since its establishment, with special attention to the protracted dispute between the EU and the US over the latter's "foreign sales corporation" (FSC) scheme and, its replacement, the Extraterritorial Income Exclusion Act (ETI). Available online at: http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers9_e.pdf

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD [http://www.ictsd.org/africocodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE](http://www.ictsd.org/africocodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE)

DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe